

# Elimination de Kadhafi : l'impardonnable faute politique de Sarkozy



Ce n'est pas suite à des écoutes judiciaires, elles-mêmes très répréhensibles (violation du secret de l'avocat !) que Nicolas Sarkozy mérite d'être condamné.

En revanche, c'est l'histoire qui déjà le condamne pour sa faute politique majeure aux conséquences désastreuses pour l'Afrique et tragiques pour l'armée française : l'élimination du « guide » libyen Mouammar Kadhafi, certes, dictateur fantasque et cruel pour ses opposants. Mais rappelons que Sarkozy avait reçu ce dernier à l'Élysée acceptant qu'il installe sa tente dans les proches espaces verts et qu'il y séjourne en grande pompe bédouine.

Et cela, évidemment, en toutes connaissances des manières et

des exigences du personnage.

Mais il savait bien aussi que ce dernier, qui, rappelons-le, avait écrit un livre vert disait-il « supérieur au Coran », était l'ennemi juré des islamistes. Il les combattait avec acharnement, il bloquait les progressions jihadistes en Afrique du nord et sahélienne.

Pourquoi donc alors, Sarkozy manigança t-il de l'éliminer ? On sait qu'il se laissa pitoyablement influencer par l'irresponsable va-t-en guerre Bernard-Henry Lévy. Ce dernier, piétinant les plates-bandes de Juppé alors ministre des Affaires étrangères, l'avait incroyablement persuadé de prendre le train en marche des « printemps arabes » et d'appuyer des rebelles, pourtant évidemment bien plus dangereux que le régime du colonel bédouin.

Sarkozy ayant obtenu l'accord de l'américain Obama et du britannique Cameron, les bombardements de notre aviation ouvrirent la voie aux meurtriers de Kadhafi et de ses fils.

Depuis le chaos règne en Libye.

Les islamistes se sont emparés de stocks d'armes avec lesquelles les jihadistes mènent depuis des années leurs actions terroristes dans tout le Sahel où, à cause de la faute de Sarkozy, des soldats français meurent.

Et la Lybie est devenue aussi le territoire principal des migrations vers l'Europe.

L'élimination de Kadhafi s'est vite avérée un crime politique impardonnable. Mais il ne relève pas de l'institution judiciaire :

*oui, l'histoire a déjà condamné Nicolas Sarkozy.*

**Bernard Antony**

[L'impardonnable faute politique de Nicolas Sarkozy](#)